



attac

LE COURRIEL D'INFORMATION

n°101 – mardi 11 janvier 2000.

SOUTIEN A ATTAC TUNISIE

Dans ce numéro

- 1- ATTAC : un groupe local, des groupes locaux.
- 2- Le droit à l'enracinement
- 3- Marée noire, marée citoyenne
- 4- ATTAC, triviale poursuite
- 5- En Norvège...
- 6- Soutenir ATTAC Tunisie (RAID)

En bref...

Quelque chose de nouveau a lieu, quelque chose de nous qui se construit chaque jour et sans doute près de votre domicile (voir ATTAC : un groupe local, des groupes locaux et Marée noire, marée citoyenne). Justement, d'Argentine nous vient un constat : délocalisation des personnes, perte de citoyenneté, le constat amer de cette perte inouïe qui arrive à faire douter de la démocratie (voir Le droit à l'enracinement). Solidarité démocratique ! aurait envie de crier ATTAC Tunisie (RAID) en vous demandant votre aide pour pouvoir exister et participer avec nous tous (voir Soutenir ATTAC Tunisie). Mais ce sont de bonnes nouvelles qui viennent de Norvège et une initiative intéressante qui vont aussi retenir notre attention dans ce numéro (voir En Norvège... et ATTAC, triviale poursuite)

ATTAC : un groupe local, des groupes locaux.

« Ca veut dire quoi être rentable ? » Vendredi soir dernier le groupe local « Paris Centre » inaugurerait le nouveau lieu dans lequel il va établir ses quartiers, avec un débat et la projection du film d'ATTAC Rhône. Rien que de très banal, des initiatives de ce genre il y en a des dizaines en France tous les mois. Pourtant l'originalité vient d'ailleurs... Paris Centre s'établit dans un haut lieu de résistance : Place Saint Michel, cinéma Saint Michel.

Qui n'a pas séché un cours rasoir en allant découvrir un cinéaste contemporain, un film récent dans ce cinéma au bas du boulevard Saint Michel ? Non loin s'étaient érigées quelques barricades un certain mois de mai... Vous souvenez-vous qu'il avait été la victime d'intégristes catholiques ? Une bombe pour un film... Bref, un lieu d'histoire et d'histoires.

C'est ici que le groupe local se réunit désormais. Rien que pour lui certains soirs il y dispose d'une salle de projection, d'une salle de conférence, d'un bar et d'un restaurant. Il s'y est lié avec

l'association Résistance Septième Art, R7A : « résister à ceux qui nous présentent l'avènement du Disneyland cinématographique comme quelque chose de naturellement inéluctable pour le septième art ». R7A organise un festival « Regards sur la Norvège » jusqu'au 18 janvier. « Ca veut dire quoi être rentable ? ... Ca veut dire socialiser les coûts. »

Prochaine réunion de Paris Centre le 15 janvier à 10h00. Plus d'informations : parisctr@attac.org
Association R7A - 7, place St Michel – 75005
Paris tel : 01.43.29.31.95: Adhésion 100Frs/an.

Cette inauguration est cependant moins anecdotique qu'il y paraît. Par exemple à Marseille c'est le journal Taktik, plus qu'un journal déjà toute une culture marseillaise, qui héberge le groupe local. La salle et l'accueil y sont chaleureux. Le groupe de Marseille y dispose des mêmes facilités matérielles que le groupe Paris Centre. Ce ne sont pas les seuls points communs.

De façon générale il semblerait qu'ATTAC s'insère dans le paysage culturel de la ville en y étant invité par les acteurs même qui nous y



attac

précédaient. Les passerelles tendues tissent des réseaux ténus grâce auxquelles les échanges prennent une autre dimension que celle de bons procédés. C'est l'une des particularités d'ATTAC : permettre la co-existence et le développement des différences.

Ainsi on avait assisté pour les manifestations du 27 novembre, le Monde n'est pas une marchandise, dans plusieurs villes à des pratiques originales. A Rennes par exemple, la manifestation avait été organisée comme un véritable jeu de piste urbain. Chaque arrêt devant un bâtiment public donnait lieu à une prise de parole qui en motivait l'importance par rapport à la conférence de Seattle et aux luttes des uns et des autres. La manifestation ne défilait pas dans la ville, elle imprégnait sa géographie et s'inscrivait à la fois dans son histoire et dans sa réalité la plus actuelle.

En Drôme-Ardèche par exemple la coordination des différentes organisations, syndicats et partis politiques continue. Elle organise tout au long de l'année 2000 des conférences-débats autour des thèmes qui les avait réunis dans la rue fin novembre. Bientôt des représentants de collectivités territoriales (municipalités, départements, régions) de tout bord politique vont se réunir à Morsang sur Orge au cours d'un colloque organisé par ATTAC pour mettre à jour les mécanismes locaux découlant de la mondialisation et les moyens d'y faire face. Informations attacfr@attac.org

Il se passe quelque chose de nouveau. Difficile encore de le cerner et de l'analyser, plus facile d'y participer et d'inventer ensemble : contactez un groupe local <http://attac.org/fra/annu/>

Laurent Jésover – Rédacteur journal@attac.org

Le droit à l'enracinement

Les tendances économiques dominantes, dans le monde actuel, indépendamment du degré de développement atteint par chaque pays, favorisent exclusivement la concentration grandissante de la richesse sans prendre en compte le conglomerat humain qui contribue à la généraliser.

Une force centrifuge, impulsée par l'illusoire attraction de meilleurs niveaux de vie, a fait se concentrer dans les dernières décades, de grandes masses de population à la périphérie des centres urbains latino-américains. Des hommes et des femmes venant des plus secrets endroits de chaque pays et des pays voisins, se sont déplacés dans des pérégrinations pleines

d'espoir vers les cités dans lesquelles les prometteuses perspectives se terminent en douloureuses et irréversibles frustrations.

Qu'ont-ils laissé derrière eux ? Une vie dure, c'est certain et sûrement injuste, mais dans laquelle ils avaient aussi une place, un milieu naturel qui les a vus naître et auquel étaient liées leurs premières expériences de vie, les liens d'amitié noués pendant la jeunesse, les affections familiales, le milieu dans lequel s'est modelé leur vie morale, intellectuelle, spirituelle, leurs racines en définitive, lesquelles comme le disait Simone Weil, se nourrissent de la participation "réelle, active et naturelle, de l'existence de la collectivité qui conserve vivants certains trésors du passé et certains pressentiments du futur".

Qu'ont-ils trouvé en échange ? D'une manière générale, la sordidité d'un milieu hostile, dans les meilleurs des cas, les rémunérations mesquines ou beaucoup plus récemment l'angoisse du chômage, la recherche infructueuse de la survie quotidienne et l'humiliante détresse offerte par une société qui n'a plus les valeurs essentielles de solidarité, d'amitié, de compagnonnage, encore vivants dans les milieux paysans ou à demi ruraux desquels ils procèdent.

Un changement qui les dépouille de leur dignité originelle, celle qu'ils obtenaient de leur contact quotidien avec la terre, le ciel et avec leurs propres compatriotes, un changement qui les a laissés dans l'angoissante nécessité de s'adapter à un système qui les rejette, les dépouille et les soumet à l'incertitude, un changement qui se nourrit de désespoir et qui transforme leur existence quotidienne en un calvaire: sans logement, sans eau potable, sans réseau d'égouts, avec de rares ou inexistantes soins médicaux, sans système éducatif, etc. sans la plus minime perspective d'entrevoir un futur meilleur pour leurs enfants.

Et, à qui a profité ce déracinement qui a entouré de grandes ceintures de misère les principaux centres urbains de notre Amérique Latine et des autres grandes villes d'un monde appelé de manière euphémique "en voies de développement" et qui en réalité a pénétré dans la vertigineuse spirale descendante du sous-développement le plus absolu ?.

La question est plus qu'évidente et sa réponse ne présente pas de doute. Les chemins du néo-libéralisme sont en train de contribuer à alimenter cette dérive et les hommes et les femmes exclus du système, dans sa majorité



attac

des immigrants forcés, ont dû abandonner leurs coutumes, leurs anciennes valeurs pour s'insérer dans une machinerie destinée à générer des richesses pour quelques-uns et laisser seulement des miettes pour la majorité.

Ceux qui souffrent de l'amer syndrome du déracinement ont perdu ainsi des droits humains fondamentaux : le droit de naître, de grandir, de vivre, de se multiplier et de vieillir dans leur propre pays, valorisant l'héritage de leurs ancêtres, donnant continuité et contribuant à l'enrichissement de l'héritage culturel qui constitue le fruit du labeur quotidien.

En Argentine des politiques erronées provoquent le dépeuplement de la campagne depuis plus d'un demi-siècle et incitent à l'exode des populations sans chercher un autre palliatif que celui de prétendre des quelques pays européens, parmi eux la France, qu'ils abandonnent leurs principes de protection de la population rurale moyennant les subventions à la production agricole, considérablement plus cohérents que ceux soutenus sur place, en Argentine.

Pour la première fois, il y a peu de jours, un dirigeant lucide du monde agricole de l'intérieur du pays Luis Bernetti alertait : " tout le monde subventionne le producteur agricole pour qu'il reste sur ses terres. Ici c'est l'inverse et c'est chaque fois plus important l'exode des producteurs. Nous devons en finir avec les tabous. On nous a fait croire qu'il n'est pas possible de parler des subventions, mais l'agriculture a subventionné l'État pendant 100 ans " et il est temps que les choses changent, particulièrement pour les petits producteurs ruraux et pour la main d'oeuvre paysanne qui n'arrête pas d'émigrer.

Je ne peux pas laisser de côté un autre commentaire récent, celui d'un lecteur du journal Clarin, Mariano Winograd qui exprimait sa perplexité devant la position argentine en opposition à la multi fonctionnalité du travail agricole en se demandant : "Peut-être proposons-nous comme exemple la catastrophe que nous avons provoquée dans notre pays, dépeuplant la campagne et en faisant la promotion du déséquilibre démographique ? Est-ce que quelqu'un voudrait que Rome, Paris, Budapest, ou Vienne ressemblent à Buenos Aires, entourée des ranchos(*) qui remplacent la ceinture verte?"

Pour ajouter finalement que "l'incompréhension de la multifonctionnalité de la part des argentins s'est terminée dans le Fonds du Conurbano de la province de Buenos Aires". Un fonds crée pour

pallier de manière minimale aux carences d'un conglomérat humain qui s'entasse dans les bidonvilles de l'Aire Métropolitaine de Buenos Aires, dont la population d'environ 12 millions d'habitants constitue le tiers de la population totale de l'Argentine.

Ce Fonds(**), de caractère plus que sensé, mais politique dans le pire des sens qu'il est possible de donner à ce terme, n'est pas, ni ne sera jamais suffisant pour fournir à ses bénéficiaires une qualité de vie moyennement digne. En réalité il a servi à stimuler des initiatives entrepreneuriales dans les régions les plus dégradées et productrices d'exode de population en provenance de l'intérieur du pays. Il a pu tout au plus éviter partiellement l'incessant exode de milliers d'êtres humains expulsés aujourd'hui même, non seulement de leur lieu d'origine, mais, ce qui est encore plus grave, des structures sociales auxquelles ils tentaient de s'incorporer.

Une nouvelle société, plus juste, plus solidaire, plus humaine, devrait favoriser la défense du droit des personnes humaines à maintenir ses liens avec la terre, avec ses contemporains, avec ses traditions, à être lui-même dans une authentique réaffirmation de sa propre identité culturelle et spirituelle. En conséquence il est nécessaire d'utiliser des politiques qui génèrent du travail et fournissent des services à tous les habitants du pays dans leur lieu d'origine, à garantir en somme le droit à l'enracinement.

Un droit qui devrait être incorporé à la Déclaration des Droits Humains.

Notes du traducteur

* Rancho, logement de très mauvaise qualité, typique des bidonvilles.

** Ce Fonds représente 600 millions de dollars par an. Il a été mis en pratique à des fins électorales par le gouverneur péroniste Duhalde, récent candidat malheureux à la présidence de la République.

Article paru dans le Correo Informativo n°16
Susana Merino Rédactrice informativo@attac.org
Traduction : Alexandre Nikichuk
Traducteur bénévole coordinatrad@attac.org

Marée noire, marée citoyenne.

Attac Finistère a pris sa part active, au sein de la coordination pour le contrôle citoyen de l'OMC (CCC-OMC), dans la victoire à Seattle du mouvement civique mondial, avec les gouvernements du Sud, sur la prétention des multinationales, soutenues par les états du



attac

Nord, d'utiliser le commerce comme outil de déconstruction généralisée de tous les collectifs; d'abord en organisant un pique-nique citoyen d'information sur l'OMC à Brest le 16 octobre, puis des manifestations à Brest, Morlaix et Quimper le 27 novembre, jour de manifestations (inter)nationales contre le " millenium round ", avec remise d'une motion de toutes les organisations participantes, exigeant du gouvernement français et de l'Europe un moratoire, le 30 novembre à la préfecture de Quimper.

Le succès de ce mouvement civique sans précédent, d'une armée de militants sans hiérarchie devenus grâce à Internet autant d'experts, ne constitue un mystère que pour ceux qui n'y ont pas contribué, libéraux et leurs médias en tête! Car il est patent que ceux qui nous ont taxé de " militants anti-mondialisation " se situent en deçà de cette mondialisation déjà advenue, alors que nous nous situons déjà dedans et y œuvrons pour un contrôle citoyen des échanges mondiaux en opposant la démocratie planétaire à la mondialisation capitaliste, les droits de l'homme aux droits de la marchandise, le libertaire au libéralisme. Seattle a fait émerger l'utopie humaniste au dessus de l'idéologie libérale en déclin.

Le cycle du millénaire est mort-né. Mais les stratèges du néolibéralisme sont avides de revanche et regroupent déjà leurs troupes dans un lieu plus discret que Seattle, au siège de l'OMC à Genève. Et si le mouvement populaire a gagné du temps, il n'a pas obtenu le moratoire ni l'évaluation de l'OMC qu'il exigeait. La mobilisation ne peut en aucun cas se permettre de faiblir. Ce mouvement populaire veut absolument des règles, mais pas celles de l'OMC actuelle. Il faut réparer l'OMC ou l'abolir, " fix it or nix it " comme disent nos militants anglophones.

De toutes façons, le naufrage de l'Erika, en nous montrant à quel point il est urgent de subordonner l'économie (oikos-nomos) à sa discipline matricielle qu'est l'écologie (oikos-logos), est venu nous interdire toute pause dans la lutte contre la mise en coupe réglée par les marchés de tout ce qui vit à la surface de la planète.

De nouveau à partir d'Internet, les citoyens de la bordure atlantique organisent la lutte contre la pollution par le transport maritime et pour sa prévention qui est de nature économique et politique. Attac doit prendre la place qui lui échoit dans ce mouvement. Nous faisons tourner en Finistère, avec la cassette d'Attac sur l'OMC,

le film de René Vautier " Marée noire, colère rouge " en réunions-débats. Celle du 30 décembre a réuni 120 personnes à Trégunc.

(1) <http://www.admiroutes.asso.fr/action/erika/> et aussi www.radiophare.net et www.concar.net
(2) L'enregistrement du débat est en ligne sur Internet à <http://www.concar.net/erika/sterenn.shtml>

Nicole JACQUIN
Attac Finistère finistere@attac.org

ATTAC, triviale poursuite.

Le Groupe Local Attac Pays d'Aix a lancé un travail de réflexion que nous souhaitons élargir. L'idée est de collationner un maximum d'objections et de questions que posent (ou se posent) les gens à qui nous parlons des objectifs d'ATTAC, et en regard, d'essayer d'apporter des réponses courtes et percutantes (moins de 10 lignes).

Bien évidemment des documents établis par le CS d'ATTAC sont disponibles et utiles, mais sont souvent de complexes démonstrations que nos interlocuteurs "opposants" refusent de lire et qu'il est difficile de mémoriser ou d'expliquer rapidement.

Je vous remercie donc de bien vouloir m'écrire, principalement les questions et les objections les plus souvent entendues (et, si vous en avez, les réponses que vous y apportez).

Les cinq premières "Questions -Objections" que nous avons posées ont reçu un nombre suffisant de réponses. Vous pouvez les voir sur : www.local.attac.org/13/documents/doc07.htm

Il faut maintenant passer à de nouvelles Q-O-R pour faire avancer ce projet, mais je compte sur votre imagination ou la simple retranscription de ce que vous avez entendu.. En voici deux, par exemple :

1 - Il semble impossible de résister à cette mainmise globale, vu les moyens (essentiellement technologiques) de ceux qui l'ont entreprise. Ne vaut-il pas mieux se soumettre et essayer de rentrer dedans, quitte à y perdre son âme? Ou du moins de limiter les dégâts en faisant le gros dos en attendant des jours meilleurs où ces moyens seront devenus inopérants? (Y compris dans une crise financière mondiale majeure et "définitive")

2 - La taxe Tobin est inapplicable si ce n'est mondialement. Tout pays qui l'appliquerait serait "évité" dans les transactions informatiques, tout simplement.



attac

A-J Holbecq, pour le Groupe Local "Pays d'Aix"
aix@attac.org

En Norvège...

Le travail en Norvège commence à porter ses fruits.

NKF Sør-Trøndelag, section locale (ou plutôt régionale) du premier syndicat norvégien, Norsk Kommuneforbund (240.000 membres dans le service public), vient de décider d'adhérer à l'ATTAC. Comme il n'y a pas d'association ATTAC en Norvège, cette section a choisi - à l'instar d'une poignée de particuliers norvégiens - de s'inscrire directement dans les rangs de l'ATTAC. Leur soutien, leurs effectifs et leurs apports financiers seront les bienvenus!

NKF Sør-Trøndelag a également encouragé ses 38 sections locales à adhérer.

Je vous rappelle l'existence des deux nouveaux réseaux norvégiens contre le libéralisme et pour la défense des valeurs citoyennes: (1) "Action pour l'Etat providence" (syndicats) et (2) "Réseau contre le pouvoir des marchés - pour un contrôle démocratique" (associations, partis politiques, syndicats). Ici on trouve la plupart des organisations susceptibles de travailler en Norvège pour les idées du mouvement international ATTAC.

Vidar Rekve Rédacteur informasjonen@attac.org

Soutenir ATTAC Tunisie (RAID)

BONNE ET HEUREUSE ANNEE 2000
Meilleures salutations de Tunisie.

Nous avons terriblement besoin de votre soutien militant. Qu'est-ce que l'on attend de vous ?

Que vous nous aidiez à obtenir l'agrément légal, c'est-à-dire que nous puissions être reconnus comme une association légale. Actuellement, cela n'est possible, pour une association indépendante du pouvoir en place, que grâce à un large et important soutien, et tout particulièrement (en tant qu'Attac) de la part des autres associations Attac.

Comment pourriez-vous nous aider ?

1-En écrivant au Président de la République de la Tunisie (modèle de lettre ci-après
- par E-mail : (on essaye de l'avoir le plus tôt possible)

- par Fax : 00 216 1 742 513 ou bien le 00 216 1 744 721
- ou bien, par lettre ordinaire à : Monsieur le Président de la République
Palais de Carthage
2016 Carthage
TUNISIE

2- En faisant en sorte que le maximum de personnes puissent le faire

3- En passant l'information et en parlant de nous sur tout support médiatique qui vous est accessible. Voir <http://attac.org/tunisie>

Nous vous remercions d'avance et vous prions de bien vouloir nous contacter :

- E-mail : tunisie@attac.org
- Tél. / Fax : 00-216-2-291.070 / 00-216-1-770.182
- Courrier ordinaire : Fathi CHAMKHI
Rue Abou Baker Errazi
8020 SLIMENE
TUNISIE

Vous pouvez également prendre contact, pour tout renseignement, avec :
Jean-Luc Cipièrre, Président Attac Rhône
president.rhone@attac.org

NB: NOUS VOUS PRIONS DE BIEN VOULOIR NOUS ENVOYER UNE COPIE DE TOUT COURRIER ADRESSE AU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE. Merci.

Nous comptons sur votre soutien.
Fathi CHAMKHI
Président du Raid tunisie@attac.org

Lettre type

....., le..../.... /2000

A Monsieur le Président de la République tunisienne

Monsieur le Président,

Je suis très préoccupé(e) par le fait que l'association "Rassemblement pour une alternative internationale de développement" (RAID) n'ait pas encore reçu l'agrément légal qu'elle a sollicité depuis le 9/9/1999 auprès des services du Ministère de l'Intérieur.

Permettez-moi, Monsieur le Président, de vous rappeler que la Constitution tunisienne reconnaît le droit d'association. La Tunisie est aussi signataire de toutes les conventions internationales qui garantissent ce droit.



attac

Par ailleurs, la Tunisie est, depuis le 01/01/2000, membre du Conseil de Sécurité des Nations Unies. Il serait souhaitable, à l'occasion de cet événement important, qu'elle puisse donner l'exemple en matière de libertés démocratiques.

Dans l'attente d'une légalisation rapide du RAID, je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma considération distinguée.

Nom et prénom.....
Signature.....
Adresse.....

Vous avez rendez-vous avec ATTAC

D'ici au prochain numéro du Courriel d'information voici quelques rendez-vous d'ATTAC et de ses groupes locaux auxquels vous pouvez participer. Pour plus d'information, n'hésitez pas à consulter notre calendrier <<http://attac.org/fra/cale>>

- Mardi: PONTOISE – POITIERS – SALON DE PROVENCE – COGNAC – VALENCE
- Mercredi : PARIS 19 – PARNIS NORD OUEST – MARSEILLE – ORLEANS – CAEN – PARIS UNIVERSITE DE JUSSIEU
- Jeudi : THANN – NIMES – BRIOUDE – PARIS 20 – PARIS 13 – LAROCHELLE – TOURS – RENNES – CONFLANS STE HONORINE – TREMBLAY EN FRANCE
- Vendredi : DRAGUIGNAN – ANNECY – TOURS – RENNES – LE BEAUSSET - VALENCE